

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 4 du 13 janvier 2023

TEXTE RÉGLEMENTAIRE PERMANENT

Texte 3

DÉCISION N° 1590/ARM/EMM/PS/ORT

portant changement de statut du Centre support cyberdéfense.

Du 04 janvier 2023

DÉCISION N° 1590/ARM/EMM/PS/ORT portant changement de statut du Centre support cyberdéfense.

Du 04 janvier 2023

NOR A R M B 2 3 0 0 2 9 S

Classement dans l'édition méthodique :

BOEM [112.7](#).

Référence de publication :

Le ministre des armées,

Vu l'arrêté N° 1013/ARM/EMM/PS/ORT du 25 juillet 2022 fixant la liste des formations administratives relevant du chef d'état-major de de la Marine ;
Vu l'instruction N° 14/DEF/EMM/ORI du 24 juin 2010 relative à l'exercice du commandement et à l'organisation des forces maritimes et des éléments de force maritime ;
Vu l'instruction N° 99/ARM/EMM/ORT du 14 novembre 2018, relative au statut des unités de la Marine et à la désignation au commandement ;
Vu l'instruction N° 26/ARM/EMM/ORT du 27 juillet 2022 relative aux missions et à l'organisation de la force d'action navale ;
Vu la décision du 22 juillet 2022 portant délégation de signature (état-major des armées) (JO n° 172 du 27 juillet 2022, texte n° 16),

Décide :

Article 1er. Création.

À la date du 1^{er} juillet 2023, le Centre support cyberdéfense est constitué en unité élémentaire de type S2 rattachée à la formation administrative « État-major de la force d'action navale ». Le Centre support cyberdéfense est placé sous le commandement organique de l'amiral, commandant la force d'action navale (ALFAN).

Le Centre support cyberdéfense est placé sous l'autorité fonctionnelle du sous-chef d'état-major «opérations aéronavales » (ALOPS), responsable de la cyberdéfense pour la marine. Au titre de son appartenance à la chaîne « Lutte Informatique Défensive » (LID), il agit également au profit de l'autorité de coordination de la cybersécurité de la Marine (ALCYBER) ».

Article 2. Automatisation.

Clair libellé de l'unité : Centre support cyberdéfense.

Code d'identification : 05YG.

Implantation géographique : Toulon.

Article 3. Publication.

La présente décision est publiée au *Bulletin officiel des armées*.

Pour le ministre des armées et par délégation :

*Le vice-amiral d'escadre,
major général de la Marine,*

François MOREAU.